



**ARRETE COLLECTIF PORTANT INSCRIPTION AU TABLEAU D'AVANCEMENT**

Le recteur de l'académie de Grenoble ;

vu le code général de la fonction publique

vu le décret n°70-738 du 12 août 1970 modifié relatif au statut particulier des conseillers principaux d'éducation,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>** : Les 21 conseillers principaux d'éducation de classe normale dont les noms suivent sont inscrits sur le tableau d'avancement pour l'accès au grade de la hors classe du corps des conseillers principaux d'éducation au titre de l'année 2025.

Rang	Nom	Nom Patronymique	Prénom
1	BERNARD	BERNARD	GREGORY
2	LECOURTOIS	LECOURTOIS	GUY
3	ROUX	TEREPA	LAURENCE
4	PARADIS	PARADIS	JEAN-PIERRE
5	FAUVEL	GUYETANT	CECILE
6	TARDY	TARDY	VALENTINE
7	MARTIN	MARTIN	DAVID
8	CERNIAC	CERNIAC	FLORENCE
9	NODIN	NODIN	AUDREY
10	ZAKARI	ZAKARI	KHADIJA
11	PITAU	PITAU	ANNE SOPHIE
12	GALLICE	GALLICE	NATHALIE
13	FABREGA	FABREGA	AMELIE
14	DELORME	DELORME	FLORENCE
15	GLIEDENER	GLIEDENER	AUDE
16	CIVARD	CIVARD	AMANDINE
17	GRANDCLERC	GRANDCLERC	MYRIAM
18	BECK	TINTURIER	CATHY
19	RENAULT	ARPIN	INGRID
20	DONNET	BORYE	PASCALE
21	PERROT	PERROT	ALEXIA

Nota :


- La part des femmes parmi les agents promouvables à la hors classe des conseillers principaux d'éducation est de 77,5 %, la part des hommes est de 22,5 %.

- La part des femmes parmi les agents inscrits sur le tableau d'avancement à la hors classe des conseillers principaux d'éducation est de 81 %, la part des hommes est de 19 %.

**Article 2** : Le présent arrêté est publié sur le site internet du rectorat de Grenoble (<https://www1.ac-grenoble.fr>) dans la rubrique carrière/publication des promotions, et est affiché pendant une durée de deux mois à compter de la date de signature dans les locaux du rectorat, 7 place Bir Hakeim, Grenoble.

Fait à Grenoble, le 2 juillet 2025

**Pour le recteur et par délégation  
La secrétaire générale d'académie adjointe  
Directrice des ressources humaines**



Céline Blanchard

### **Délais et voies de recours**

Si vous souhaitez contester la décision prise par l'administration, vous avez trois possibilités :

1°) Vous pouvez former un recours gracieux devant l'auteur de la décision que vous désirez contester.

2°) Vous pouvez former un recours hiérarchique devant le supérieur hiérarchique de l'auteur de la décision.

Ces deux recours doivent être déposés dans le délai du recours contentieux soit deux mois : ils ont alors pour effet de proroger le délai du recours contentieux.

3°) Vous pouvez également former un recours contentieux devant le tribunal administratif du lieu de votre résidence ; il doit être déposé dans un délai de 2 mois à compter de la notification soit de la décision d'origine que vous désirez contester, soit de la réponse au recours gracieux ou hiérarchique que vous aurez déposé.

Le tribunal administratif peut être saisi par voie dématérialisée sur l'application « Télérecours Citoyens » ([www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr))

La décision contestée ou le rejet du recours gracieux ou hiérarchique peut être explicite ou implicite ; le silence gardé par l'administration pendant plus de deux mois vaut décision implicite de rejet attaquant aux conditions visées ci-dessus.

Si une décision explicite de rejet intervient dans un délai de deux mois après la décision implicite, vous disposez à nouveau d'un délai de deux mois à compter de la notification de cette décision explicite pour former un recours contentieux.